

L'entreprise face à la criminalité

Octobre 2020

La guerre sociale qui vient

Milices et anarchisme

Terrorisme islamiste

Eco-terrorisme

Cybercriminalité

Pollution

La guerre sociale qui vient

La période que nous vivons n'est pas une période tranquille. Le mouvement des gilets jaunes pendant près d'une année a exprimé les graves difficultés d'une partie du peuple français, puis la pandémie du Coronavirus qui, si l'on se base sur l'histoire des pandémies pourrait finir vers l'été 2021, comme l'a souligné le Président Macron. Outre la santé des personnes, ce sont les conséquences économiques qui vont suivre les effets du confinement et du couvre-feu qui vont amener beaucoup de personnes et d'entreprises dans de très sérieuses difficultés pour l'année prochaine.

Dans ce cadre, plusieurs auteurs nous annoncent des lendemains peu paisibles et certains d'entre eux prévoient une explosion sociale.

Sans prendre partie, il semble utile d'examiner le livre de Mr Frank Buleux, intitulé « La guerre sociale qui vient », aux éditions Dualpha, dans lequel il radiographie le phénomène de la « Subversion ». Il observe avec soin les mouvances autonomes, d'ultra-gauche et anarcho-libertaires. Depuis dix à quinze ans environ, un activisme violent, issu de l'extrême gauche se vérifie à l'occasion de chacune des manifestations contre telle ou telle régression néo-libérale.

L'auteur indique que son ouvrage ne concerne que le terrorisme idéologique issu de l'ultra ou de l'extrême gauche, c'est-à-dire de mouvements, le plus souvent créés de fait et se voulant au-delà de l'extrême gauche électorale actuelle. Sont

exclus également de l'étude, les groupes qui refusent les joutes électorales, sans pour autant recourir à la violence.

La guerre sociale dont il est question dans le livre est un système de rupture totale, rupture avec le système, mais aussi avec les partis et les syndicats. L'auteur signale que l'aspect de la distinction idéologique va, progressivement, se brouiller au profit de l'aspect de la contestation sociale protéiforme. Cela est le fruit de deux réalités concomitantes.

La première est la fin des idéologies. Ce sont les besoins du peuple qui créeront, de plus en plus, le déclic de la contestation et donc, seul le but des groupes radicaux va retenir l'attention, car l'objet révolutionnaire reste permanent.

L'action révolutionnaire sous-tend l'idéal de ces militants qui ne sera détourné que pour un temps court, car le temps long appelle le renversement du pouvoir.

La seconde est que le thème du terrorisme idéologique d'extrême gauche a été largement occulté ces trois dernières décennies par la conjonction de deux événements concomitants : la disparition du bloc soviétique entre 1989 et 1991 et la montée du péril islamique depuis le 11 septembre 2001.

Il reste cependant que la contestation sociale existe toujours, mais le système libéral est dans une acception pérenne de renouvellement permanent. Le système se pérennise via ses propres crises. Cependant, l'auteur se demande si la révolte sociale, nourrie par la montée du chômage, la pauvreté à l'occidentale et des inégalités a-t-elle déjà commencé ?

Les mouvements violents existent toujours, mais leurs fondements idéologiques ont évolué et le paradigme de ces groupes est lié à la mondialisation du système et à ses conséquences.

Mettre à bas le système est une rhétorique que l'on retrouve dans l'esprit né en mai 1968. La relation entre les groupes de contestation sociale et la société elle-même est de nature purement politique. La justification est apportée par le philosophe maoïste Jean Paul Sartre, auteur de l'expression « L'enfer, c'est les autres » qui permet la diabolisation au sens propre de l'adversaire. La lutte contre tout retour du fascisme présumé et la théorie marxiste sont les fondements de la guerre sociale appliquée aux pays capitalistes.

On en vient à une inversion du processus révolutionnaire léniniste : l'élite ne précède plus l'action révolutionnaire, elle évalue, elle suscite probablement, mais elle suit un mouvement. C'est ce que l'auteur appelle le développement de l'autonomie des luttes.

Aujourd'hui, si les cibles n'ont guère changé, l'ultra-gauche n'exerce plus cette fascination romantique, évoquée parfois par certains, mais participe à un mouvement d'émancipation sociale protéiforme, la rendant ainsi plus accessible à ses membres, voire à d'autres individus venant de cercles militants élargis.

Les structures sont maintenant sans cadre, ni projet autre que de soutenir tout rejet et la révolte sociale peut aussi être à l'origine de combats individuels plus ou moins meurtriers.

De plus, les groupes violents d'ultra-gauche vont passer de cibles identifiées que certains criminologues appellent des « cibles dures », certes emblématique d'un système honni, à des cibles opportunes et informelles.

L'ordre international, d'abord bipolaire, puis maintenant multipolaire a évolué en créant de nombreuses structures inter-étatiques et les contestataires violents ont dû évoluer d'une contestation antinationale à une lutte contre le système mondial en attaquant à plusieurs reprises ces sommets internationaux.

On relève une adaptation des modes d'action. Si la violence sociale organisée par les groupes d'ultra-gauche a montré ses limites et une réelle inefficacité à mettre à mal le système capitaliste, il faut noter que ces mouvements ont su opérer des « réformes » le plus souvent subies.

Il n'en demeure pas moins, selon l'auteur, que l'imbrication des luttes, laisse en suspens de nouvelles révoltes. La réalité des difficultés économiques et financières de la société occidentale ouvre la voie à la contestation et celle-ci est devenue un phénomène emportant un certain consensus, d'autant plus que des philosophes assure l'héritage des luttes.

Il existe donc, et particulièrement en France, une théorisation des luttes sociales qui véhicule un réel potentiel de ces haines contre la société. Par ailleurs, les crises économiques et sociales, mais aussi politiques et morales des sociétés occidentales laisse un sentiment de fragilité au cœur des peuples.



**Intelligence économique
Gestion des risques**

Pour lire la suite de la veille Aconit, il est nécessaire, pour s'abonner, d'adresser un mail à jean.lucet@aconit.eu en mentionnant les informations suivantes :

Société

Adresse

Téléphone

Nom de la personne responsable

Adresse mail :

Prix de l'abonnement : 480 € à l'année TTC.

Dès la réception de ces informations, vous recevrez une facture correspondante.